

Situation économique des entreprises du Puy-de-Dôme

Bilan 2^e semestre 2021

Perspectives 1^{er} semestre 2022



EDITO

Un élan brisé !



Après des mois difficiles liés à la pandémie, les signaux étaient repassés au vert : reprise de l'activité, bonne tenue de la consommation, dynamisme du marché du travail... Certes les difficultés d'approvisionnements et de recrutements freinaient le rythme de développement des entreprises et l'envie était bridée par la réalité. Mais, même si cela se traduisait par des effets inflationnistes, la tendance haussière de l'activité semblait enclenchée. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine est venu briser cet élan. La tension s'est immiscée dans tous les domaines : les approvisionnements, les prix de l'énergie et des matières premières, le pouvoir d'achat et le moral des consommateurs. Quel que soit le secteur d'activité, où que soit implantée l'entreprise, les impacts sont déjà présents, touchant chacune à différents degrés, mais sans exception.

Difficile, dans ces conditions, de se projeter pour les entreprises qui devront encore faire preuve de résilience, d'innovation et d'agilité afin de surmonter cette situation.

Et pourtant, c'est dans l'adversité que l'on se révèle. La période Covid l'a montrée à bien des égards. Et même s'il y a une lassitude certaine chez de nombreux chefs d'entreprise, il est important de construire l'avenir, notamment en travaillant sur des solutions pour la transition énergétique. Economies d'énergie, relocalisation de la production, mobilités durables, process plus écologiques... sont des pistes à creuser pour résister aujourd'hui et grandir demain.

SOMMAIRE

En synthèse	3
Bilan : l'activité et l'emploi.....	4
Bilan : les investissements.....	5
Bilan : la trésorerie.....	6
Perspectives : l'activité et l'emploi.....	7
Perspectives : les investissements et la trésorerie.....	8
Contexte économique actuel.....	9
Développement des entreprises.....	10
Profil des entreprises répondantes	11

Bilan 2ème semestre 2021

Les derniers mois de 2021 ont confirmé **une année de reprise économique** dont les entreprises du Puy-de-Dôme ont su bénéficier, dans la tendance des entreprises régionales et nationales.

Ce sont ainsi près de 40% des répondants qui ont enregistré des hausses d'activité au 2ème semestre 2021 par rapport au 2ème semestre 2020, contre 35% qui annoncent des dégradations de leur chiffres d'affaires sur cette même période.

Ces chiffres masquent toutefois **de fortes disparités sectorielles**. Ainsi, les indicateurs sont plutôt encourageants pour les entreprises du commerce de gros et de l'industrie, puisque, respectivement, 75% et 57% des répondants de ces deux secteurs ont déclaré que leur chiffre d'affaires était en hausse au 2ème semestre 2021 par rapport à la même période de 2020. A l'inverse, les entreprises de services, les commerces de détail et l'hôtellerie-restauration restent les plus touchés sur la période.

Des résultats semestriels qui reflètent bien la situation de l'ensemble de l'année 2021, année encore marquée par les conséquences de la crise sanitaire, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce.

L'emploi reste globalement stable dans la grande majorité des entreprises (70%), **mais des prémices de recrutements en hausse apparaissent** (solde d'opinions positif de 2 points), bien souvent freinés par les pénuries de main d'œuvre qualifiée.

En revanche, **l'investissement semble avoir du mal à repartir** : un tiers des entreprises a réduit ses investissements au 2ème semestre 2021 (solde d'opinions négatif de -16 points), près d'un quart n'en avait pas prévus, et parmi celles qui devaient investir, 61% ne l'ont pas fait ou seulement en partie. Incertitude et manque de visibilité, faiblesse de l'activité ou difficulté de trésorerie, comptent parmi les principales raisons de cette situation, dont les conséquences impacteront l'avenir.

Et de fait, **la trésorerie des entreprises apparaît tendue**. En baisse dans 39% d'entre elles au 2ème semestre 2021 (solde d'opinions négatif de -21 points), ce sont aujourd'hui 47% des entreprises qui se trouvent dans une situation difficile, voire très difficile. Parmi celles-ci, les entreprises du BTP, des services aux entreprises et de l'hôtellerie-restauration sont les plus à la peine.

Perspectives 1er semestre 2022

Les prévisions se voulaient bonnes, portées par une demande soutenue après 2 années de Covid. Certes, les difficultés d'approvisionnement, le renchérissement de l'énergie ou les pénuries de main-d'œuvre, laissent poindre de premières tensions inflationnistes, mais pas suffisamment pour remettre en cause la tendance amorcée. **C'était sans compter sur la crise ukrainienne, dont les impacts sont venus remettre en question les opinions des chefs d'entreprise interrogés en mars.**

Ainsi, 38% des répondants anticipent une baisse, 30% une stabilité et 25% seulement espèrent une hausse de leur activité au 1er semestre 2022 par rapport à la même période de 2021. 70% des entreprises répondantes, ayant une activité à l'international, peinent à se prononcer sur leurs résultats à 6 mois.

Si cette situation ne devrait **pas trop avoir d'impacts sur l'emploi à court terme**, les entreprises préférant garder leurs salariés autant que possible en ces périodes de recrutements difficiles, ses conséquences **devraient continuer de dégrader les prévisions d'investissements et la situation financière des entreprises.**

Sur un plan sectoriel, la situation devrait globalement rester tendue pour les entreprises du commerce de détail et de l'hôtellerie-restauration, les autres secteurs se voulant, encore, un peu plus sereins.

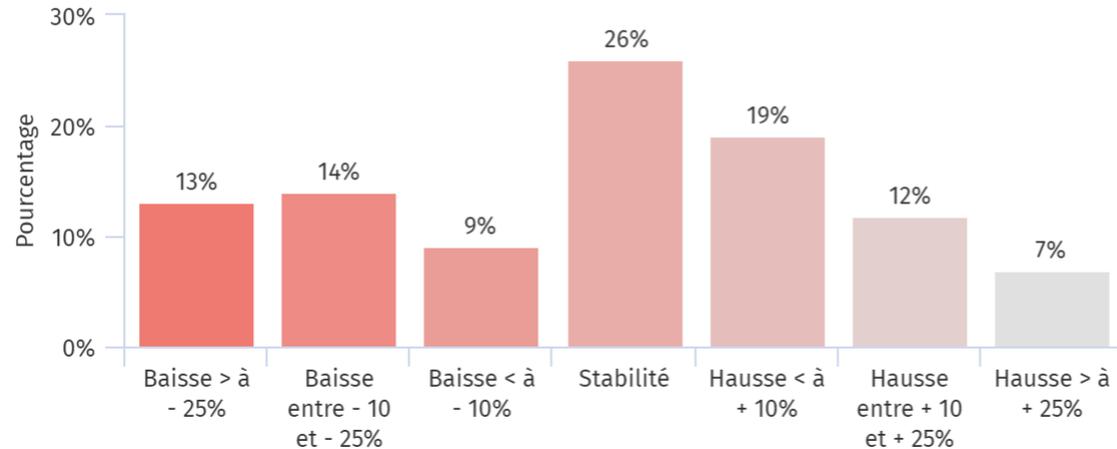
Au global, **le pessimisme est donc largement de mise en ce début d'année** (selon deux-tiers des entreprises), sentiment entretenu par un climat anxigène et une morosité ambiante peu propice aux affaires. Changement de comportements des consommateurs, renchérissement des coûts de l'énergie et des matières premières, année électorale, conflit ukrainien, ... autant d'éléments qui viennent freiner la dynamique de développement amorcée et touchent, peu ou prou, l'ensemble des activités.

Pour autant, **des leviers d'actions restent envisageables pour développer l'activité**, et notamment dans la diversification d'activités, l'innovation, la modernisation des entreprises. Alors que de nombreux enjeux environnementaux et sociétaux vont amener à revoir certains modèles de développement, la transition énergétique, la relocalisation d'activités industrielles... ouvrent de nouvelles perspectives de marchés dans les territoires.

BILAN : L'ACTIVITE ET L'EMPLOI

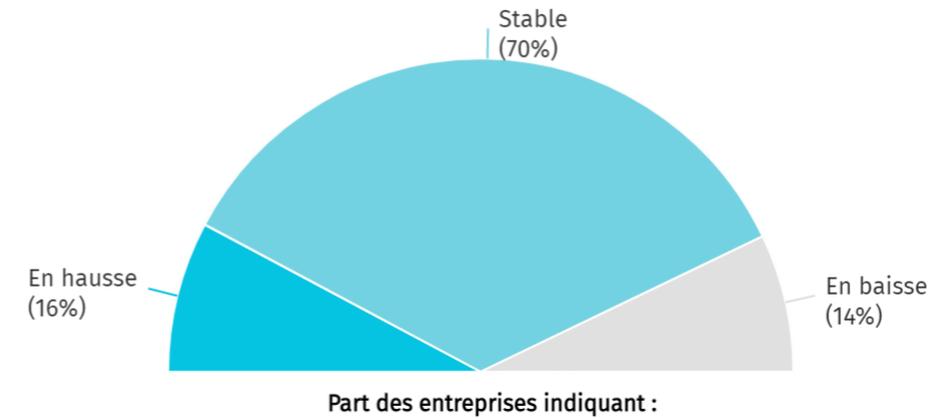
L'activité économique en légère hausse dans le Puy-de-Dôme

(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 2ème semestre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente)



Des effectifs stables dans les entreprises du Puy-de-Dôme

(Evolution des effectifs - période évaluée : 2ème semestre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente)



Part des entreprises indiquant :

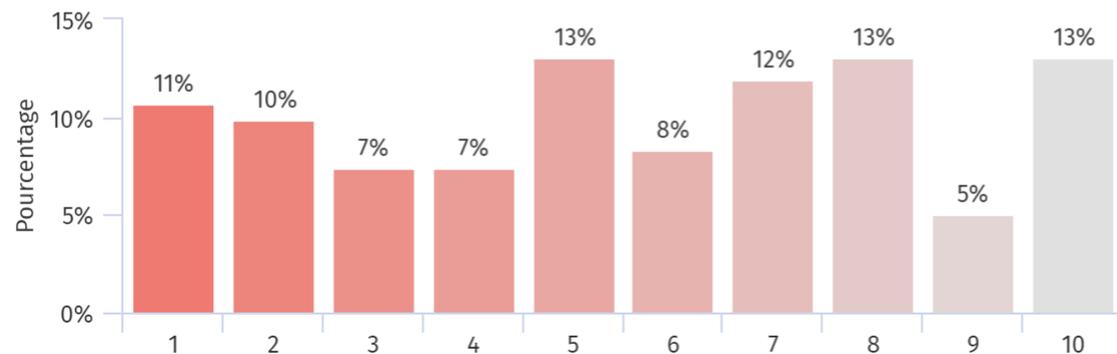
- Une **hausse** de leur CA : 38%
- Une **baisse** de leur CA : 36%
- Une **stabilité** de leur CA : 26%
- Une **hausse** des effectifs : 16%
- Une **baisse** des effectifs : 14%
- Une **stabilité** des effectifs : 70%

L'impact de la crise « Covid-19 » sur les entreprises au 2ème semestre 2021

(1 peu impactant - 10 très impactant)

Réponses effectives : 336
Moyenne : 5,6

Taux de réponse : 96%
Ecart-type : 2,9



D'une manière générale, l'activité et l'emploi se sont maintenus au 2ème semestre 2021, mais de fortes disparités sectorielles existent :

- Les **services**, le **commerce de détail** et l'**hôtellerie-restauration** déclarent des chiffres d'affaires en **baisse**.
- Le **commerce de gros** et l'**industrie s'en sortent mieux** (solde d'opinions de +50 points et +40 points respectivement).
- La majorité (ou presque) des entreprises de **construction** déclarent, quant à elles, une **stabilité** de leur chiffre d'affaires.
- L'**hôtellerie-restauration** connaît une vraie crise de l'emploi (solde d'opinions de -21 points).

Selon 80% des entreprises répondantes, ce dernier semestre 2021 reflète bien l'activité globale de l'ensemble de l'année. Pour les 20% restant, la situation s'est plutôt améliorée au fil des mois.

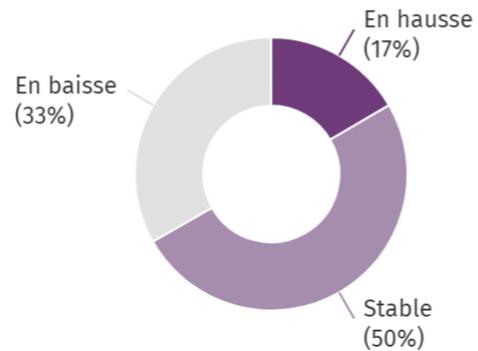
L'impact de la crise Covid-19 est évalué, en moyenne, à 5,6 / 10, mais avec, là aussi, des différences sectorielles sensibles :

- Hôtellerie-Restauration : 7,5 (impact de la mise en place du pass-sanitaire puis vaccinal et mesures de restriction dans les bars, télétravail...)
- Commerce de gros : 6,6
- Commerce de détail : 5,7
- Autres services : 5,4
- Construction : 4,6
- Industrie : 4,6

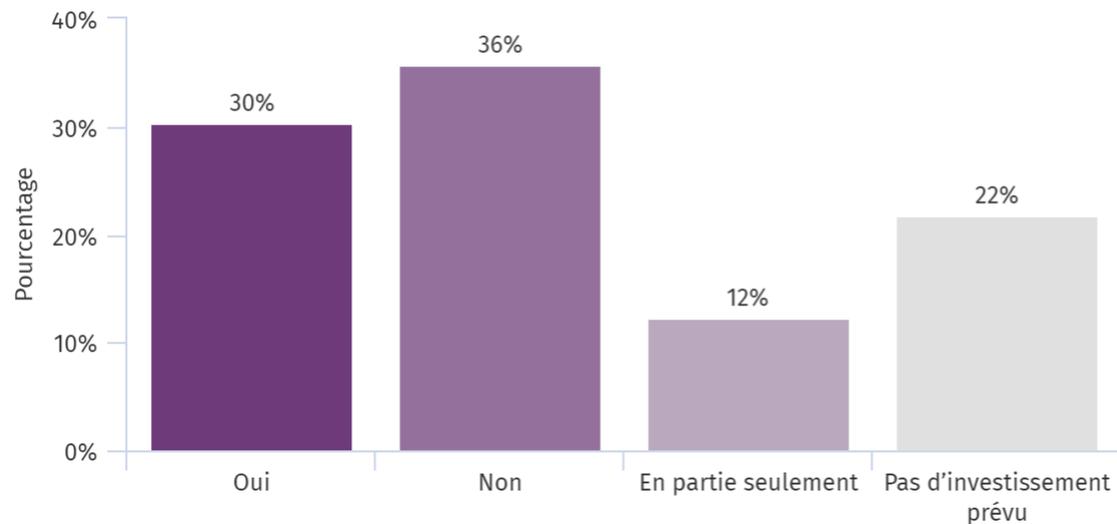
BILAN : LES INVESTISSEMENTS

Des investissements atones dans le Puy-de-Dôme

(Evolution des investissements - période évaluée : 2ème semestre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente)



Réalisation des investissements prévus



Au cours du 2ème semestre 2021, 22% des entreprises n'avaient pas prévu de faire des investissements. Parmi les 78% qui l'envisageaient, 61% ne les ont pas réalisés ou seulement en partie. Ce renoncement est justifié par des problèmes d'incertitudes, de trésorerie, de moyens financiers... mais aussi par l'insuffisance d'activité qui, de fait, obère les projets.

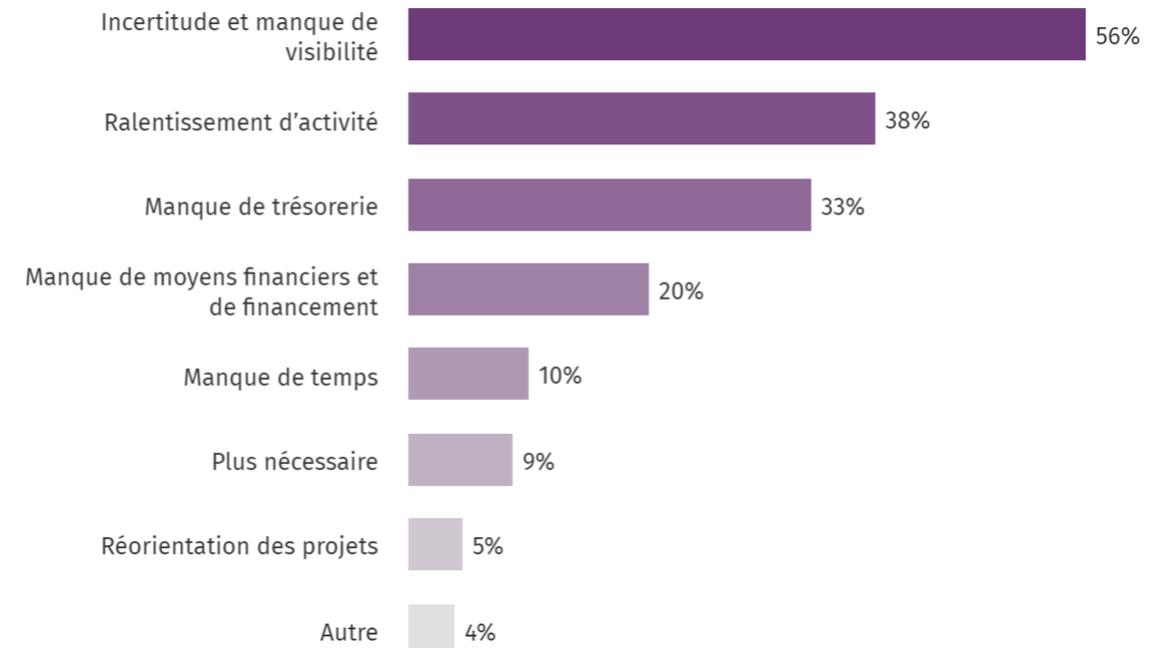
Les secteurs les plus investisseurs au 2ème semestre 2021 :

- Le commerce de gros (25% des répondants déclarent une hausse)
- L'industrie (1 entreprise sur 4 déclare une hausse)

A l'inverse, les secteurs les moins investisseurs sont :

- La construction (38% des répondants déclarent une baisse)
- L'hôtellerie-restauration (la moitié des entreprises déclare une baisse)

Motifs de non réalisation des investissements prévus

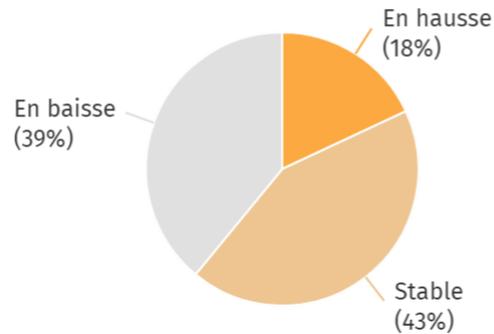


Plusieurs réponses possibles

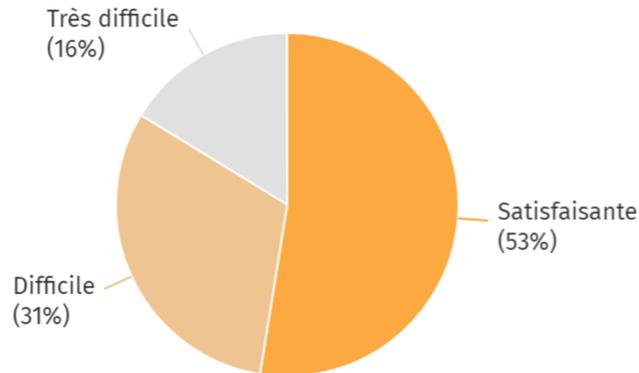
BILAN : LA TRESORERIE

Une trésorerie tendue pour les entreprises du Puy-de-Dôme

(Evolution de la trésorerie - période évaluée : 2ème semestre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente)



Situation actuelle de la trésorerie



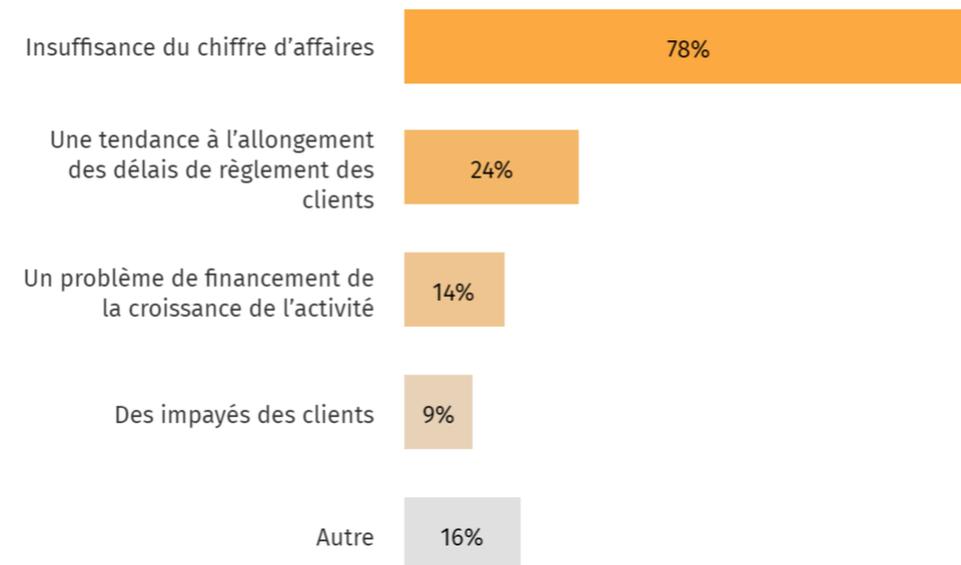
En matière de trésorerie, la situation des entreprises est loin d'être optimale pour tous.

Les écarts de réponses sont assez marqués entre les secteurs d'activité :

- Le **commerce de gros** et **l'industrie** sont, de loin, les plus nombreux à déclarer une situation **satisfaisante** (respectivement 75% et 70% des répondants).
- Les entreprises de la **construction** et des **autres services** sont à la **peine** (respectivement 41% et 38% en situation de trésorerie difficile).
- **L'hôtellerie-restauration** regroupe les **situations les plus tendues** (35% des répondants annoncent une situation très difficile, soit +19 points par rapport à la moyenne du Puy-de-Dôme).

Parmi les entreprises évoquant des difficultés de trésorerie, une des principales raisons mentionnées est la **hausse du prix des matières premières**, qu'il n'est pas toujours possible de répercuter sur les prix de vente, et qui entraîne, de fait, une réduction des marges des entreprises. Elles sont ainsi 96% à déclarer une hausse des prix des matières premières depuis l'été dernier, mais seulement 8% à répercuter totalement cette hausse sur leur prix de vente (30% ne la répercutent pas et 63% en partie).

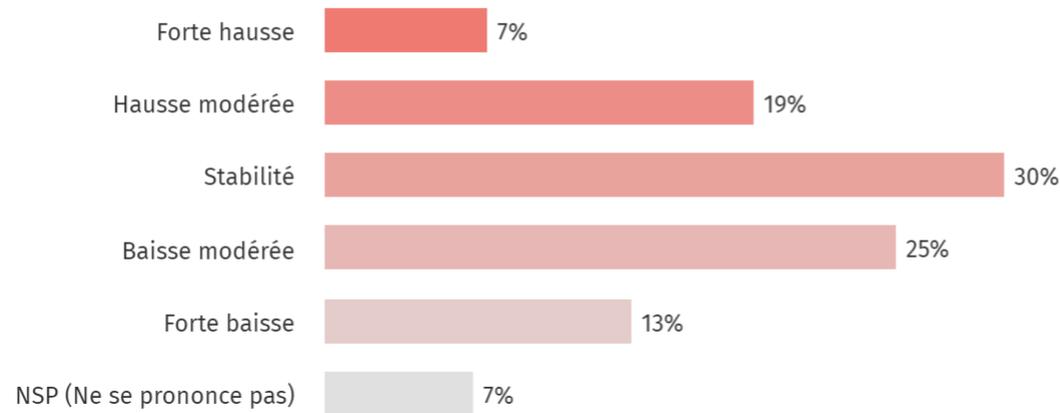
Principales difficultés rencontrées actuellement par les dirigeants



Plusieurs réponses possibles

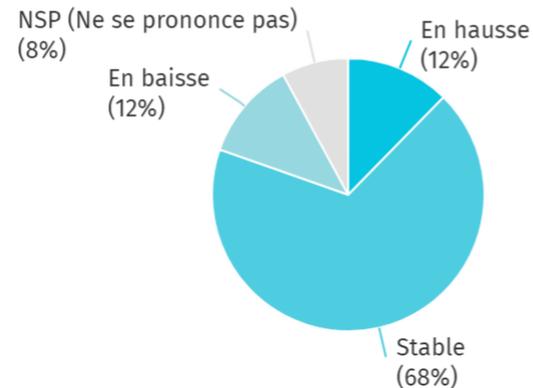
Une baisse de l'activité économique à attendre

(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 1er semestre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente)



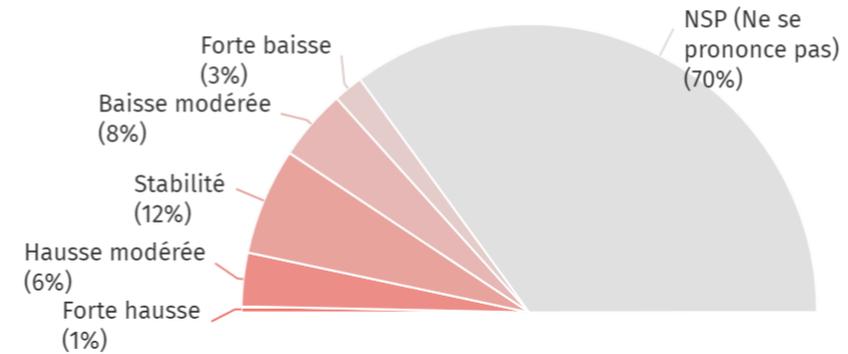
Une stabilité des effectifs à prévoir

(Evolution des effectifs - période évaluée : 1er semestre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente)



Exportations : un contexte international instable qui empêche les anticipations

(Evolution du chiffre d'affaires export - période évaluée : 1er semestre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente)



Concernant l'activité au 1er semestre 2022 :

Part des entreprises envisageant :

- Une hausse de leur CA : 26%
- Une baisse de leur CA : 38%
- Une stabilité de leur CA : 30%
- Des perspectives mitigées sont à noter.
- Plus optimistes, le commerce de gros et la construction misent surtout sur la stabilité.

Concernant les effectifs pour le 1er semestre 2022 :

Part des entreprises envisageant :

- Une hausse des effectifs : 12%
- Une baisse des effectifs : 12%
- Une stabilité des effectifs : 68%
- Ils devraient rester majoritairement stables pour tous les secteurs.
- Les entreprises de la construction et de l'industrie sont plus nombreuses à prévoir des embauches que la moyenne des entreprises du Puy-de-Dôme (des hausses mentionnées respectivement par 31% et 25% des répondants, contre 12% en moyenne).

Concernant les exportations au 1er semestre 2022 :

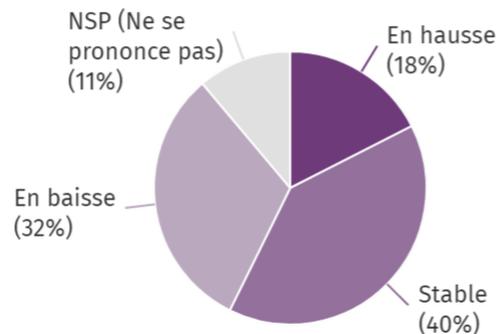
Part des entreprises envisageant :

- Une hausse du CA export : 7%
- Une baisse du CA export : 11%
- Une stabilité du CA export : 12%
- Un très fort manque de visibilité.
- Le commerce de gros devrait connaître la plus forte baisse de tous les secteurs (solde d'opinions de -20 points).

PERSPECTIVES : LES INVESTISSEMENTS ET LA TRÉSORERIE

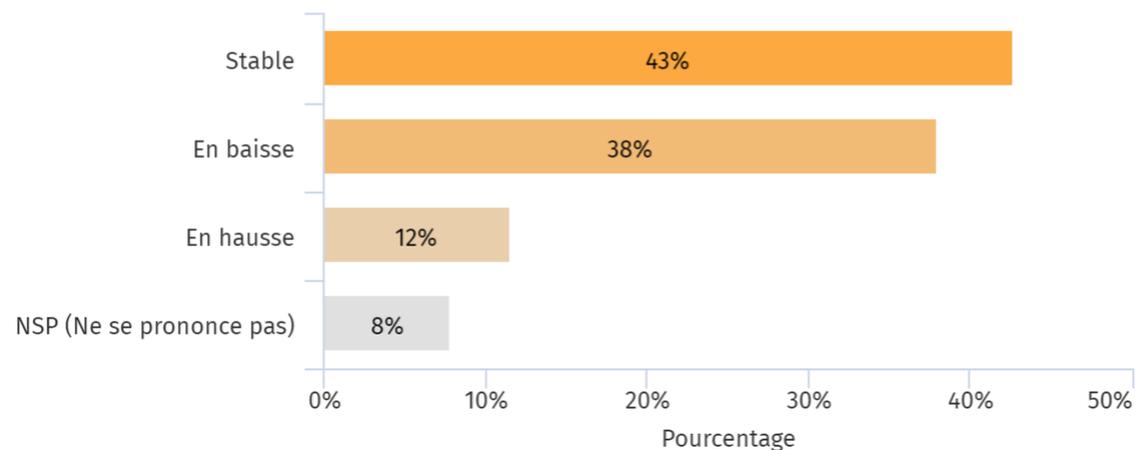
Prévisions d'investissements

(Evolution des investissements - période évaluée : 1er semestre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente)



Evolution attendue de la trésorerie

(Evolution de la trésorerie - période évaluée : 1er semestre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente)



Des décisions d'investissements dépendantes d'un manque de visibilité et d'une situation conjoncturelle incertaine

(Verbatim des réponses par nombre de citations)



Concernant les investissements au 1er semestre 2022 :

- La stabilité des investissements devrait rester la norme dans 40% des entreprises.
- 1/3 des entreprises prévoit une **baisse de ses investissements**.
- Les baisses sont principalement citées par les entreprises du **commerce de détail** (solde d'opinions de -27 points).
- Seules **18% des entreprises envisagent une hausse de leurs investissements**.
- **L'industrie** est le seul secteur qui prévoit plus de hausses que de baisses (solde d'opinions de +9 points).
- **Plus de 10%** des entreprises **ne se prononcent pas** sur le semestre en cours.

Concernant la trésorerie au 1er semestre 2022 :

- La **dégradation de la trésorerie devrait se poursuivre** dans 38% des entreprises.
- Les entreprises des **services** sont les plus nombreuses à prévoir des améliorations (20% anticipent des hausses versus 12% en moyenne).
- Quant aux entreprises du **commerce de gros**, les **3/4 misent sur une stabilité** de leur trésorerie. Une très faible partie s'attend à subir une baisse de sa trésorerie (seulement 13% versus 38% pour les autres entreprises).

CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL

Près des deux-tiers des chefs d'entreprise se disent pessimistes en ce début d'année.

Un climat anxigène peu propice aux affaires et une morosité ambiante affectent le moral des chefs d'entreprises et sont dus notamment :

- au conflit en Ukraine,
- à la hausse générale des prix et surtout à celle des matières premières et des matériaux,
- aux évolutions de comportements d'achats dues au Covid (télétravail...),
- à une année électorale intense (présidentielle, législatives),
- au manque de visibilité sur l'avenir.

Les **15% d'entreprises qui se disent plus optimistes** appartiennent, pour l'essentiel, aux **secteurs industriel et des services aux entreprises** (environ 1/3 des répondants de ces secteurs).

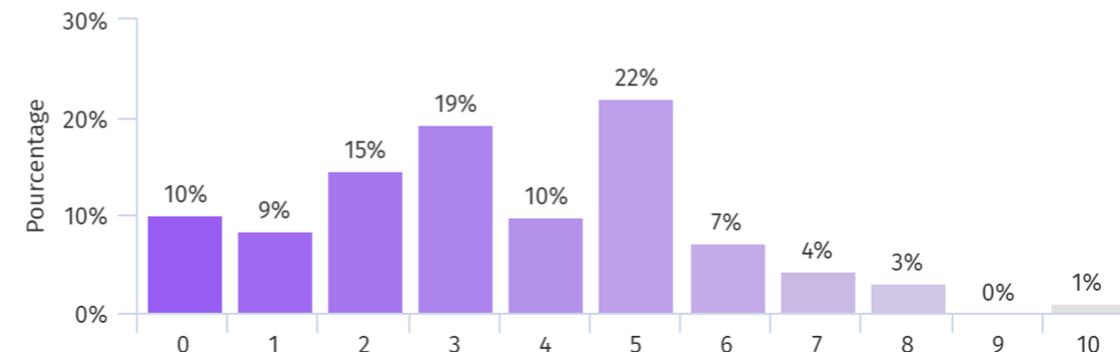
Les raisons mentionnées sont principalement liées à l'engouement du **made in France** et à la **tendance aux relocalisations**, mais aussi aux **perspectives de développement sur les marchés liés à la transition écologiques** (process de fabrication vertueux, bois...).

Des chefs d'entreprises largement pessimistes

(0 très inquiet - 10 très optimiste)

Réponses effectives : 317
Moyenne : 3,5

Taux de réponse : 91%
Ecart-type : 2,2



FOCUS : crise ukrainienne

88% des entreprises, tous secteurs confondus, s'attendent à un impact significatif du conflit sur leur activité.

L'impact le plus immédiat et visible concerne le renchérissement des coûts (matières premières, énergie...), cité par près des trois-quarts des entreprises, mais aussi une perte de confiance des consommateurs avec, comme corollaire, une baisse des achats (cités par 37% des répondants).

Des spécificités sectorielles s'ajoutent à ces impacts globaux :

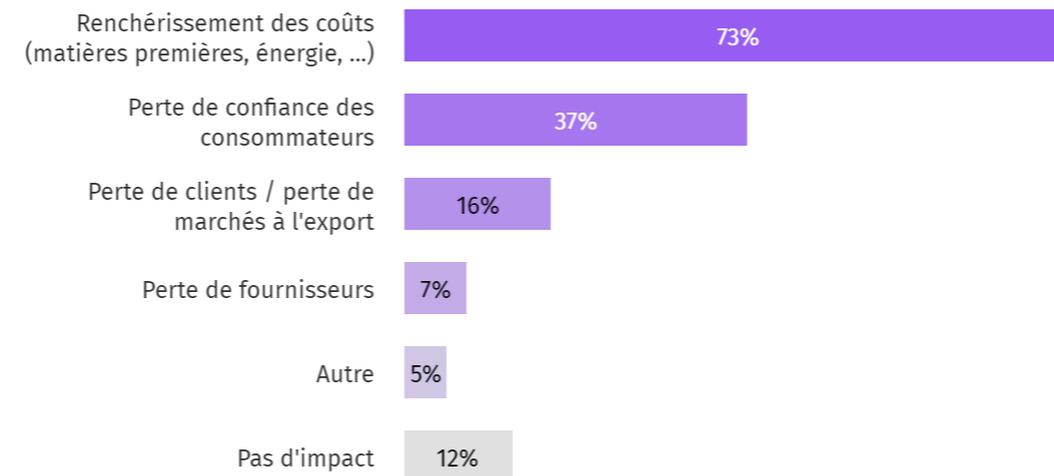
- Industrie : 32% mentionnent des pertes de marchés notamment à l'export et 22% des pertes de fournisseurs.
- Construction, négoce et transports-logistique sont plus de 92% à évoquer le renchérissement des coûts des matières premières et de l'énergie.

Au total, cette crise pourrait générer des pertes de chiffres d'affaires à hauteur de :

- -10% pour 25% des entreprises répondantes,
- -20% pour 20% d'entre elles,
- -30% pour 10% des répondants.

Ces conséquences s'ajoutent aux difficultés d'approvisionnements et de recrutements constatées suite à la reprise post Covid et viennent freiner la dynamique de développement qui s'amorçait.

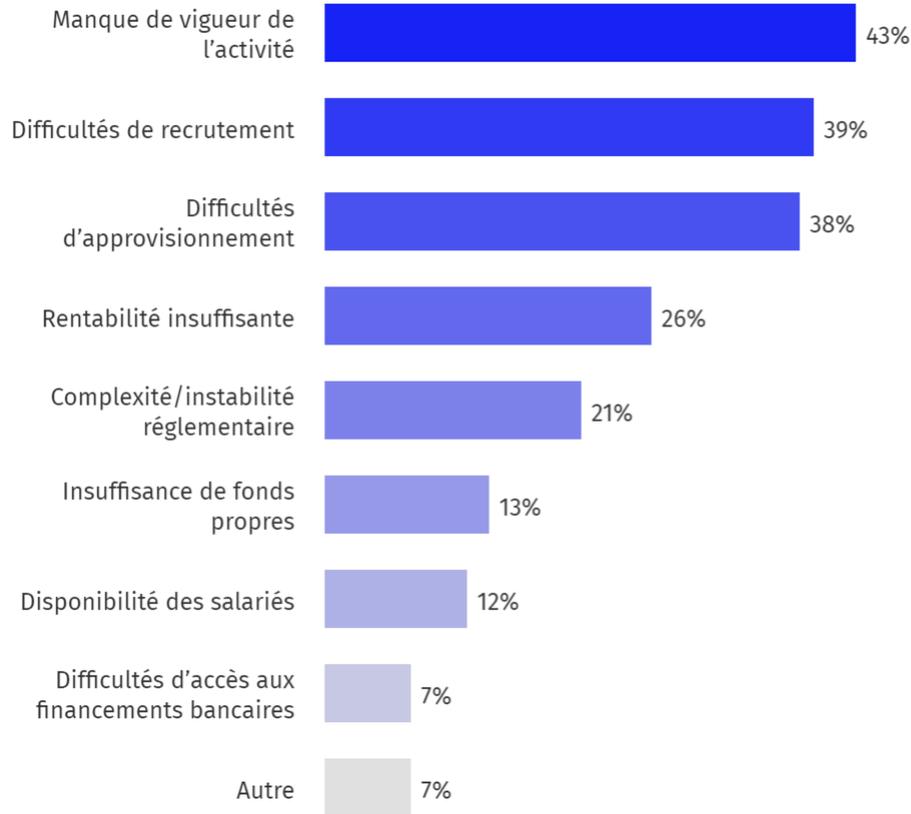
Les impacts attendus du conflit entre la Russie et l'Ukraine



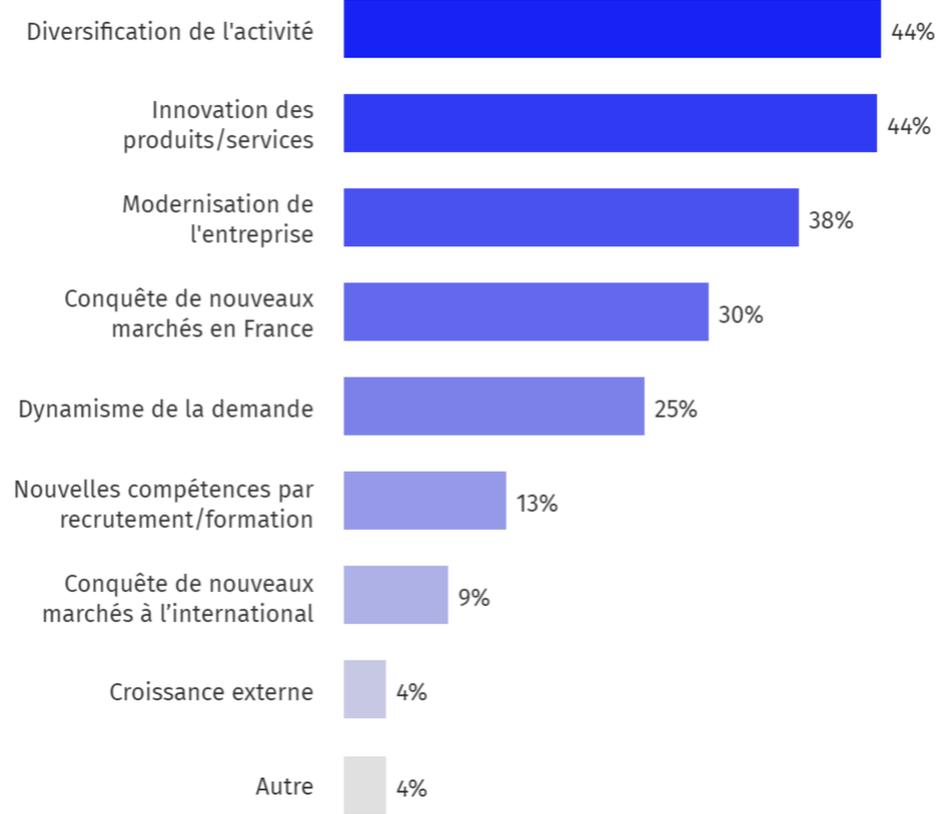
Plusieurs réponses possibles

DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Les freins au développement des entreprises



Les leviers au développement de l'activité



Plusieurs réponses possibles

Des spécificités sont à noter par secteur :

Concernant les freins :

- 62% des entreprises **industrielles**, 70% des chefs d'entreprises du **BTP** et 75% des **commerces de gros** déclarent que leur premier frein sont les **difficultés d'approvisionnement**. 65% des entreprises, tous secteurs confondus, prévoient de subir ces difficultés jusqu'en 2023 voire plus.
- La moitié des **commerçants** et des **services** est affectée, en premier lieu, par le **manque de vigueur de l'activité**.

8% des entreprises indiquent ne pas avoir de frein à leur développement.

Concernant les leviers :

- **L'industrie** compte en priorité sur les potentiels de nouveaux marchés en France pour se développer (à 57%).
- Le secteur de la **construction**, quant à lui, s'appuiera en particulier sur la diversification de son activité (61%) ainsi que sur la modernisation des entreprises (selon 48% des entreprises).
- Les 3/4 des **commerces de gros** misent, eux, sur l'innovation de leurs produits et services.

2022 : les mesures à mettre en place pour redresser l'économie

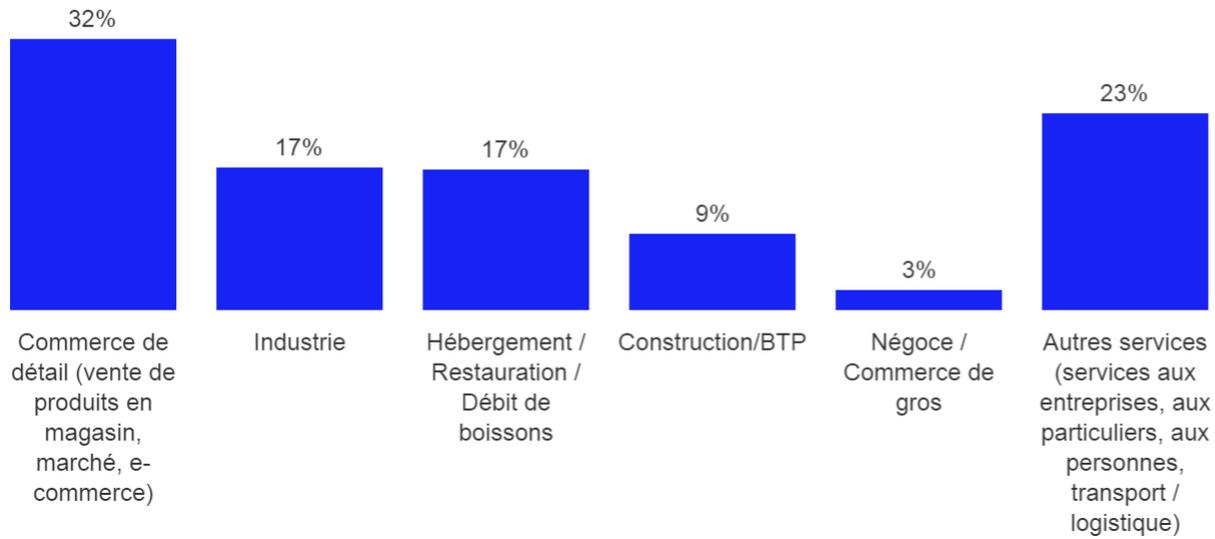


Les mesures prioritaires attendues par les entreprises :

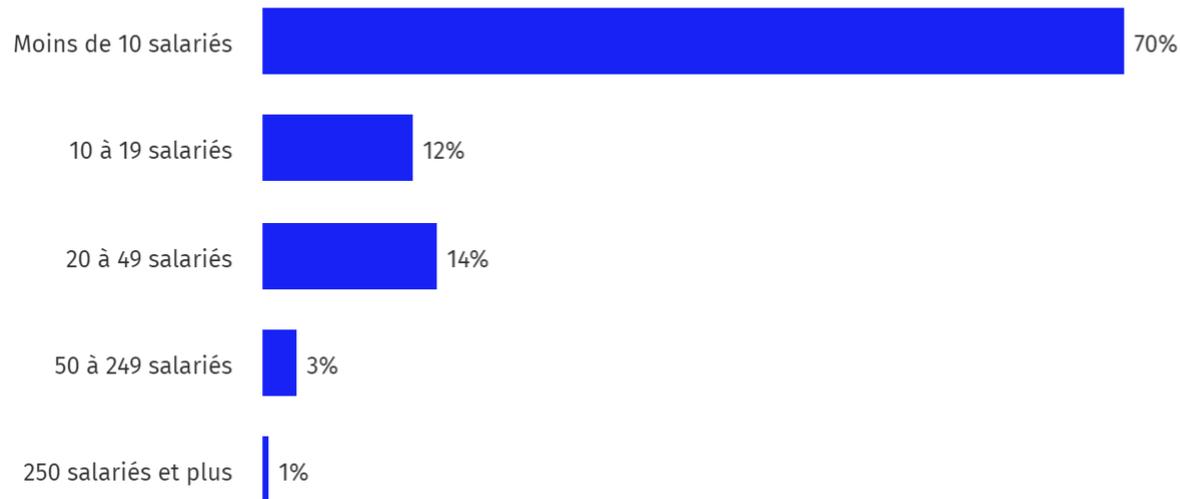
- Règlement des **problématiques liées à la trésorerie, au financement...**
- **Allègement des charges** pour permettre l'investissement et les embauches.
- **Gestion du règlement du PGE** : certaines entreprises craignent de ne pas pouvoir rembourser à temps leur prêt garanti par l'Etat.
- **Soutien lié à la hausse des prix** de l'énergie et des matières premières pour garantir le pouvoir d'achat des consommateurs et les marges des entreprises.
- **Simplification des démarches administratives.**

PROFIL DES ENTREPRISES REpondANTES

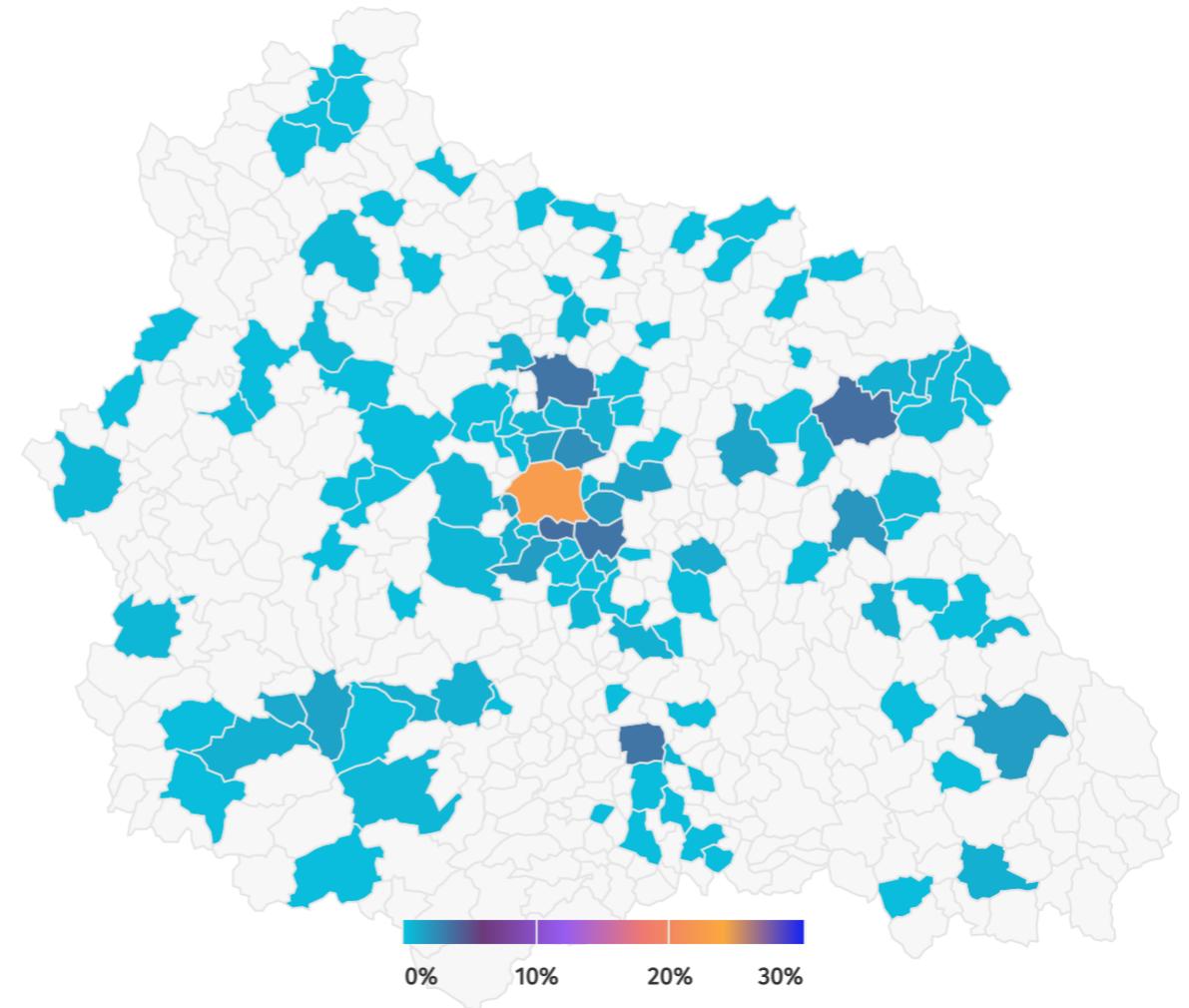
Répartition par secteur d'activité :



Répartition par tranche d'effectifs :



Répartition selon la commune d'implantation :



METHODOLOGIE

Enquête administrée par mail du 4 au 18 mars 2022 auprès des entreprises du Puy-de-Dôme (champs ressortissants CCI) ayant au moins 1 salarié, tous secteurs d'activité confondus.

350 répondants (taux de réponse : 5,6%)

Les résultats sont exprimés en % des réponses à chaque question.



 **CCI PUY-DE-DÔME**
CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Service Appui aux territoires

etudes@puy-de-dome.cci.fr

T. 04 73 43 43 43

148 boulevard Lavoisier

63000 Clermont-Ferrand

www.puy-de-dome.cci.fr

